

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 299. — 29 octobre 1966



(Photo A.D.F.)

## UN MILLIARD POUR LE VIETNAM

(Voir page 5)

## Elections législatives

# Pierre MANNEVILLE candidat à Annecy

La fédération de la Haute-Savoie du Parti socialiste unifié a décidé de présenter dans l'arrondissement d'Annecy la candidature de Pierre Manneville, conseiller municipal à Cran, agrégé de l'Université, professeur au lycée Berthollet à Annecy.

La fédération du P.S.U. se serait évidemment ralliée à l'idée d'une candidature unique de la gauche. Mais cela n'a pas été possible du fait de l'opposition de nos partenai-

res. Pourtant, l'unité de la gauche sur un programme commun, assorti d'un accord électoral national constituerait la condition première d'une victoire sur le gaullisme et les forces réactionnaires du pays.

Le P.S.U. mènera donc une campagne autonome, en attendant l'unité tardive, mais nécessaire lors d'un éventuel deuxième tour de scrutin.

## Seine Maritime : La candidature d'André Marie

Dans la 4<sup>e</sup> circonscription, la F.G.D.S. persistera-t-elle dans le vote des compromissions ?

Lorsque, en 1962, le P.S.U. refusa son investiture au « socialiste » indépendant Vauquelin, certains nous le reprochèrent. Ils trouvèrent insuffisant l'appui que nous lui apportâmes au 2<sup>e</sup> tour, lorsque, après le désistement du P.C., il fut devenu le seul représentant de la Gauche en face des deux candidats réactionnaires, Marie et Chérasse. Notre prudence, amplement justifiée alors, par le refus de Vauquelin de baser sa candidature sur un programme, conserve toute sa valeur puisque, passé à la F.G.D.S., il se présente aujourd'hui comme second d'André Marie, sous la bannière des Fédérés. Rien de moins ! Les deux adversaires se sont réconciliés et ils sollicitent les suffrages des électeurs de « gauche » !

Certes, on nous prétendra que si la liste officielle des candidats de la F.G.D.S. en Seine-Maritime a paru, Mitterrand n'a pas encore tranché... que les conventionnels renâclent... Mais cela est secondaire : il nous semble exclu que les instances départementales de la Fédération, qui ont choisi Marie comme président du groupe au Conseil général et comme candidat dans la 4<sup>e</sup> circonscription, se désavouent. D'autant moins que les membres de la Convention des Institutions républicaines consultés, paraissent admettre la chose — en maugréant, il est vrai — et qu'ils ne parlent plus de susciter, ni même de soutenir une candidature de gauche authentique.

Nous n'avons pas besoin de faire appel à des souvenirs lointains pour dénoncer la candidature d'André Marie. Contentons-nous de citer ses faits d'armes récentes : la loi Barangé-Marie d'aide à l'école confessionnelle, son soutien aux partisans de l'Algérie française, son appui à Lecanuet lors des présidentielles, en passant par tous les votes réactionnaires à

l'Assemblée nationale jusqu'en 1962... Marie est et reste un homme de droite, même si une querelle de famille l'oppose au gaullisme. Nous ne sommes pas de ceux qui admettront une telle candidature sous prétexte que le maire de Barentin serait un bon gestionnaire municipal — ce qui ne signifie nullement un administrateur progressiste ! — ou parce qu'il serait le seul capable de battre le député-gendarme (et U.N.R. !) Chérasse.

Que Marie cherche à se reclasser à « gauche », c'est une manœuvre électorale et c'est notre affaire de le dénoncer ; mais que la F.G.D.S. ait choisi délibérément la voie des compromissions et qu'elle ait fait de cet homme au lourd passé politique son candidat est très grave. D'autant que ce choix est la suite logique de l'alliance indépendants-M.R.P.-radicaux-S.F.I.O. à la mairie de Rouen et qu'il comporterait un autre volet : on chuchote que si la F.G.D.S. n'a pas encore choisi son candidat dans la première circonscription, c'est parce qu'elle ne voudrait pas trop y gêner Lecanuet au cas où il se présenterait. Cela peut paraître énorme vu de la capitale, mais n'a rien d'étonnant en Normandie !

Ce choix inadmissible des fédérés est d'autant plus révoltant qu'une solution de gauche existe dans la circonscription. L'élection sera triangulaire, c'est certain, ni Marie, ni Chérasse n'étant décidés à se faire des cadeaux. Dans ce cas, une candidature unique de la gauche aurait des chances de triompher. La F.G.D.S. le sait — qui a choisi la voie de la collaboration des classes — le parti communiste ne l'ignore pas — qui préfère compter ses voix au premier tour.

Placé devant cet imbroglio, l'électeur de gauche portera-t-il ses suffrages sur le candidat du P.C. — en dehors de tout accord — dès le premier tour, ou se réfugiera-t-il dans le vote nul ou l'abstention ? A moins que le parti communiste et Mitterrand ne prennent en considération la valeur symbolique de la confrontation dans cette circonscription et qu'ils décident de joindre leurs efforts aux nôtres. L'accord auquel plus personne ne croit pourrait alors se réaliser contre la droite inconditionnelle de Chérasse et contre la droite traditionnelle de Marie.

M. Chauvet.

### LE PROGRAMME SANTE DU P.S.U. EST PARU

Prix : 2 F l'unité, 1,90 F par 10,  
1,80 F par 50, 1,50 F par 100.  
Passez vos commandes, 54, bd  
Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>. C.C.P. Paris  
5826-65.

## RENCONTRE SOCIALISTE DE GRENOBLE

Communiqué - 21 octobre 1966

Le Comité d'initiative de la Rencontre de Grenoble s'est élargi et est désormais composé comme suit :

Adenis André, Armogathe Jean-François, Belleville Pierre, Bénard Jean, Beregovoy Pierre, Bergougnoux Gabriel, Bernardin Claude, Bertin Michel, Bertrand Maurice, Boulte Nicolas, Brutelle Georges.

Cayrol R., Cellard André, Chaintron Jean, Chatelain Roger, Cottave Robert, Dayan Georges, Daniel Jean, Domenach Jean-Marie, Duverger Maurice.

Estier Claude, Eyquem Marie-Thérèse, Fossaert Robert, Gau Jacques-Antoine, Gonin Marcel.

Heurgon Marc, Jaquet Gérard, Kergoat Jacques, Lambert Bernard, Lavau Pierre, Lochard Jacques, Longeot Henri.

Mallet Serge, Maire Edmond, Martinet Gilles, Michelland-Bidegain Martine, Montaron Georges, Neuschwander Claude, Paillet Marc, Pertus Jean-François, Philipponneau Michel, Pucheu René.

Salomon André, Savary Alain, Schaeffer Jean, Schreiner Bernard, Servet Georges, Vedel Georges.

Le Comité d'initiative se réunira le 25 novembre et fera connaître, à cette date, la liste des colloques régionaux qui se tiendront au cours des prochains mois.

# Les E.S.U. et la rentrée universitaire

## Les problèmes universitaires

C'est à Poissy, au Ralais international de la Jeunesse, que se sont réunis soixante-dix délégués de la quasi-totalité des villes universitaires à l'occasion du stage national de rentrée des E.S.U. Après avoir étudié les conditions dans lesquelles s'effectuera cette rentrée universitaire, le stage a pris un certain nombre de décisions politiques importantes concernant la campagne que mèneront les E.S.U. à la rentrée. Pour s'en tenir à l'essentiel, il a été décidé que cette campagne s'articulerait autour de deux thèmes principaux : la lutte contre l'agression américaine au Vietnam et les autres formes de l'impérialisme d'une part, les problèmes universitaires d'autre part.

## Le problème vietnamien

Dénonçant d'abord l'insuffisance politique de campagnes menées sur des thèmes seulement humanitaires ou pacifistes et le volontarisme gauchiste de ceux qui prétendent « politiser » la lutte que mène le F.L.N. par une campagne menée dans les universités françaises, les E.S.U. ont affirmé la nécessité de dire clairement, que la lutte que mène à l'heure actuelle, le peuple vietnamien, n'est pas une révolution socialiste mais une guerre de libération nationale animée par des militants révolutionnaires, et qu'à ce titre, elle a droit à notre soutien le plus total et n'a nul besoin d'entendre de notre part des « leçons de révolution », pas plus qu'elle n'a besoin d'être travestie par le passage sous silence de ses implications politiques. Schématiquement, c'est sur ces thèmes que les E.S.U. entendent, à la fois par leur presse et par le matériel de propagande qu'ils éditeront, expliciter leur action militante contre l'impérialisme américain. Considérant qu'il convient de rassembler, sur des bases politiques bien définies, le plus large courant militant, le stage a décidé que les sections E.S.U. feraient le maximum pour provoquer la mise en place des comités de base destinés à animer la lutte des étudiants contre l'impérialisme américain.

Les problèmes que posent au mouvement étudiant du P.S.U. le Plan Fouchet et sa mise en application ont été au centre des discussions des participants au stage. Analysant la situation politique dans laquelle s'effectue cette rentrée, les E.S.U. s'étonnent des prises de position pu-sées de certains membres de la direction de l'U.N.E.F. qui annoncent leur volonté de remettre en cause la revendication de l'allocation d'études telle qu'elle avait été définie par le syndicat étudiant, remise en cause d'autant plus grave qu'elle fait, d'une certaine manière, le jeu du pouvoir et suscite de la part des pseudo-syndicats dont la collusion avec Fouchet sur le plan de la volonté politique est évidente des réactions favorables qui ne peuvent, aux yeux de militants socialistes, que rendre scandaleuse cette remise en cause. Les E.S.U. déclarent de la façon la plus claire que l'allocation d'études sur critères universitaires demeure dans le domaine de la rémunération étudiante le seul mot d'ordre offensif, parce que clairement lié au problème des rapports de l'université à l'économie. C'est dans cette perspective que le stage a décidé que les E.S.U. mèneraient ce premier trimestre, par tous les moyens qu'ils pourront mettre en œuvre, une large campagne d'explicitation politique sur le mot d'ordre d'allocation d'études sur critères universitaires, en même temps qu'ils s'efforceront, sur le plan de la réflexion, de préciser cette notion, en particulier quant à ses modes de financement et à la réforme de la fiscalité qu'elle implique.

L'allocation d'études ainsi que l'ensemble des problèmes universitaires constituent ainsi le thème privilégié de la campagne que mèneront les E.S.U. dans les mois à venir. Il est en effet impossible d'admettre que l'acquis du mouvement dans ce domaine soit remis en cause en raison d'impératifs tactiques dont il est facile de deviner les motivations.

J.F.P.

## Pour un plan de développement du Limousin

La Commission exécutive du P.S.U. pour le Limousin (Corrèze, Creuse, Haute-Vienne) communique :

« Le Limousin subit actuellement les conséquences de la politique économique du gouvernement qui sacrifie délibérément notre région pour laquelle le V<sup>e</sup> Plan prévoit un déficit de 22.000 emplois en 1970. Cet échec de la politique d'aménagement du Territoire dément formellement le bluff à l'expansion du Secrétaire d'Etat Charbonnel et de ses lieutenants Mazaud (Limoges) et Chirac (Ussel) ; l'U.N.R. se sert ainsi du sous-développement pour faire de creuses promesses contradictoires avec la politique du gouvernement.

La gauche se doit donc de préparer activement les prochaines élections législatives pour mettre en échec la démagogie U.N.R. et faire prévaloir le développement de la région. Le P.S.U. propose donc aux autres organisations de gauche un travail commun pour la définition d'un véritable plan de développement du Limousin, base d'une candidature unique électorale de la gauche dans chaque circonscription électorale.

Le P.S.U. prend toutes dispositions

pour entreprendre des négociations dans ce but avec chacun de ses partenaires et fera tout son possible pour aboutir à un accord.

Mais le P.S.U. tient à préciser, qu'au cas où les négociations n'aboutiraient pas, il présentera ou soutiendra dans chaque circonscription de la région un candidat de la gauche moderne.

## Nécrologie

La Fédération de la Dordogne et plus particulièrement les sections de l'arrondissement de Bergerac prient le camarade Jean Poms, secrétaire fédéral, d'accepter leurs condoléances à l'occasion du décès de son père.

## Petite annonce

Leçons d'anglais par camarade américain, proche banlieue sud. Ecr. au journal, qui transmettra.

## • Carnet rose

Nous sommes heureux d'annoncer la naissance de Marc Bourguignon, à Sotteville-lès-Rouen.

## Communiqué

L'Union des Etudiants Juifs de France, dont le siège central est à Paris, 6, rue Lalande, organisera du 31 octobre au 12 novembre prochain une quinzaine culturelle sur le problème de la violence. Des personnalités universitaires, syndicalistes et du monde scientifique et religieux prendront part aux débats.

Le 30 novembre  
Salle de la Mutualité  
Soirée de la Fédération  
de Paris  
Claude Nougaro  
Catherine Sauvage  
Maurice Faudu  
Colette Magny  
Lcs Achalay  
Renseignements : 81, rue  
Mademoiselle - SUF 06-71



# Programme commun de la gauche :

## propositions du P.S.U. pour le logement

Dans la perspective d'un programme économique et social de la gauche, « T.S. » a déjà formulé deux jugements d'ensemble sur les propositions du parti communiste (N° 297) et de la Fédération de la gauche (N° 298) sur la matière. Nous poursuivons aujourd'hui ces réflexions en évoquant la suggestion des uns et des autres sur le problème du logement. Trois autres articles suivront dans nos prochains numéros, consacrés respectivement aux problèmes financiers (épargne et investissements), à la fiscalité et aux revendications sociales (salaires, durée du travail, retraite, participation à la gestion).

**H**ABITUÉS depuis des années à mener ensemble la lutte en faveur des mal-logés, les militants de la gauche savent qu'ils ont des vues relativement proches en ce domaine. Vues défensives, d'abord, pour défendre les familles menacées d'expulsion, s'opposer au renvoi des représentants locataires des conseils d'administration d'H.L.M. ou encore refuser les loyers scandaleusement élevés. Mais vues offensives aussi pour exiger la reconnaissance du droit de chaque famille à un logement, demander la priorité pour la construction sociale (et à un rythme suffisant), réclamer la réquisition des appartements neufs inventés ou exiger la suppression de la spéculation foncière.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que le programme du parti communiste comme celui de la F.G.D.S. se rapprochent sur de nombreux points de celui que le P.S.U. a popularisé ces dernières années et que les lecteurs de « T.S. » connaissent bien. Mais il faut aussi constater que, sur plusieurs aspects essentiels, les propositions de nos partenaires de la gauche restent fort en deça de ce que nous suggérons. La discussion d'un programme commun de la gauche n'en apparaît que plus nécessaire, puisqu'elle nous permettrait sans doute de convaincre nos alliés d'aller plus loin dans la conséquence de leurs options ou de mieux comprendre l'intérêt de nos propositions.

### Les points d'accord de la gauche

L'accord de la gauche semble actuellement réalisé sur quatre points essentiels :

● Le principe fondamental, d'abord, de la reconnaissance du *droit au logement*, c'est-à-dire de la responsabilité de la puissance publique de procurer à chaque famille un appartement correspondant à ses besoins pour un prix (loyer ou annuité d'accession à la propriété) compatible avec ses ressources.

● L'objectif de construction : 550.000 logements par an, le plus vite

possible, dont la majorité en construction de caractère social (300.000 H.L.M. locatives et 100.000 autres logements à loyers effectivement modérés, dit le P.S.U.; 360.000 H.L.M. locatives et 50.000 H.L.M. en accession, demande le P.C.; 350.000 logements « sociaux », réclame la Fédération). L'accord s'est fait aux « assises du logement social », en juin, à Paris, pour que le financement des H.L.M. redonne celui qui était la règle (guère appliquée, d'ailleurs) naguère : prêts à 1 % d'intérêt sur 45 ans (soit une annuité totale de 2,93 %, au lieu de 4,25 à 6,50 % actuellement).

● Des mesures d'urgence en matière foncière : possibilité de préemption donnée à la puissance publique sur les sols nécessaires à la construction ; constitution à l'avance de réserves foncières (que les collectivités utiliseront ensuite, au fur et à mesure de leurs besoins) ; enfin, création d'un impôt foncier destiné à pénaliser la thésaurisation des sols non bâtis ou mal construits (le problème du taur et de l'assiette de cette taxe n'étant cependant pas réglé).

● Enfin, le refus de cette liberté des loyers qui, partout où il y a pénurie, a fait phénoménalement monter les prix, rançonnant les ménages obligés de se loger dans des appartements neufs, donnant un prétexte à la libération de loyers jadis réglementés et la hausse indéfinie des autres. Le P.S.U., le P.C. et la Fédération sont d'accord pour réglementer les loyers jusqu'ici libres, au moins partout où la construction a bénéficié, sous une forme ou sous une autre, d'une aide de l'Etat.

Aussi importants que soient ces points d'accord, il est clair qu'ils ne forment pas une base suffisante pour mener une politique cohérente et complète de construction. Par quel financement l'alimenter ? Comment s'assurer que la spéculation foncière sera définitivement jugulée ? A quels niveaux justes fixer les loyers ? Comment donner à cette politique l'ensemble de la cohésion et de l'efficacité nécessaires ?

Nous n'énumérons là que les principales questions. Mais il est clair que celles-ci au moins doivent être réglées d'un commun accord entre forces de gauche, si l'on veut éviter d'avoir, une fois au pouvoir, à improviser, avec les risques d'éclatement que cela comporte nécessairement. Or, sur ces divers points, le P.S.U. doit dire clairement qu'il trouve insuffisantes les propositions de ses partenaires de la gauche. En soulignant d'ailleurs qu'il est, en ce domaine, nettement plus éloigné de la Fédération que du Parti communiste.

### Comment financer cette politique ?

Les critiques générales que le P.S.U. adresse au programme économique de la F.G.D.S. (1), et qui trouvent des applications multiples au fil des chapitres de ce programme, sont particulièrement fondées en ce qui concerne la construction. L'absence de chiffres et de dates apparaît, par exemple, singulière dès qu'on parle du financement de la politique de construction.

La F.G.D.S. se contente de préconiser trois mesures dont elle ne montre nullement (faute de chiffres, précisément) qu'elles puissent procurer les quelque dix milliards de francs actuels supplémentaires, nécessaires chaque année au respect des objectifs qu'elle fixe :

— une partie des loyers supplémentaires ira à la construction neuve, dit la F.G.D.S. D'accord, mais que se-

ront ces loyers supplémentaires (elle n'en dit rien), et quelle sera cette partie affectée aux nouveaux chantiers (silence encore là-dessus) ?

— des prêts budgétaires seront accordés « sans limitation » aux accédants à la propriété. Mais financés par quelles ressources, puisque la F.G.D.S. ne prévoit pas d'accroître la fiscalité ? Les économies sur la force de frappe ne pourront évidemment suffire à tout : écoles, hôpitaux, centres culturels, traitements des fonctionnaires, retraites des vieux, prestations familiales... et constructions sociales. Il y a là plus qu'un danger de contradiction que le chiffrage des promesses mettrait en évidence.

La Fédération propose encore des emprunts indexés affectés à la construction. Très bien, mais comment, dans la France d'aujourd'hui, ces emprunts rapporteraient-ils autant que ce que l'on cherche ? C'est tout à fait impossible si d'autres emprunts

d'assurances, doublement de l'investissement patronal obligatoire (le 1 % sur les salaires).

### La municipalisation du sol abandonnée par la F.G.D.S.

Sur les solutions durables du problème foncier, le programme du P.S.U. est moins proche de celui du P.C., mais il paraît plus éloigné encore de celui de la F.G.D.S., au moins tel qu'il est actuellement libellé. Pourquoi cet écart ?

Parce que la F.G.D.S. semble bien avoir abandonné, sur la pression de ses éléments radicaux, la municipalisation du sol à bâtir qu'avait naguère défendue la S.F.I.O. (proposition de loi Defferre-Denvers). La Fédération parle, certes, de « maîtrise du sol », mais il semble qu'elle ne l'envisage pas sous une forme autre que la préemption (évoquée plus haut), suivie de concession du sol



Priorité à l'habitat social.

(Photo Agip.)

publics sont également indexés ; et ce sera au détriment des autres emprunts d'Etat s'ils sont les seuls à être indexés.

Enfin, la F.G.D.S. évoque le « marché hypothécaire », tarte à la crème des cercles officiels actuellement. Le P.S.U. n'a rien contre ce marché, mais il constate seulement que la mobilisation des créances immobilières procurera de l'argent cher (de l'ordre de 8 à 9 % d'intérêt, semble-t-il) et que l'argent cher, s'il peut faire des logements de luxe, ne finance pas les H.L.M. dont nous avons besoin.

Bref, en ne chiffrant rien, la F.G.D.S. évite, là comme ailleurs, les contraintes de la cohérence financière. Le programme du parti communiste est, en ce domaine, presque identique à celui du P.S.U. ; les deux partis préfèrent, pour être sûrs de trouver toutes les ressources non lucratives nécessaires, recourir à un clavier beaucoup plus vaste de mesures : fiscalité affectée (sur le capital, les résidences secondaires, la consommation de luxe, les plus-values foncières, la répression de la fraude) ; contribution accrue des caisses d'épargne et des compagnies

par la puissance publique propriétaire. Pourquoi avoir abandonné l'expression de municipalisation, au moment où le pouvoir gaulliste admet lui-même que c'est la seule issue — en dehors de la sienne — au problème des sols ?

La F.G.D.S. ne le dit pas. A-t-elle craint les poujadismes ou les favoritismes municipaux ? Cela ne serait pas sérieux, puisqu'un règlement national régissant la municipalisation permettrait de les éviter. Il semble plutôt que la F.G.D.S. a voulu éviter une des caractéristiques de la municipalisation telle que le P.S.U. l'a vulgarisée en France : l'achat des sols à un prix qui n'entérine pas la spéculation passée (c'est-à-dire au prix qu'avaient les sols avant la poussée spéculative liée à l'accroissement des agglomérations urbaines).

Ce faisant, la F.G.D.S. évite, certes, de se brouiller avec les petits propriétaires fonciers, chers à beaucoup de radicaux et de S.F.I.O. ; mais elle fait prendre au pays le risque de racheter (pour les besoins collectifs) les sols à un prix excessif procurant, aux frais des contribuables, une plus-value injustifiée aux vendeurs de sols. C'est là une illustration de cet

## TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeurs adjoints : GERARD CONSTANT, CHRISTIAN GUERCHE

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : SUP. 19-20  
● Rédaction : 31, r. Mademoiselle Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : FON. 22-60  
Pub. Littéraire : 71, rue des Saints-Pères, Paris  
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65  
6 mois ..... 18 F  
1 an ..... 35 F  
Soutien : à partir de .. 70 F  
Changement d'adresse : 0,50 F

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
59-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)

autre grief essentiel que nous formulons à l'encontre du programme de la F.G.D.S. (et exprimé la semaine dernière à propos des nationalisations, de la planification ou de la gestion ouvrière) : le programme de la F.G.D.S. n'achemine pas le pays vers les réformes de structure qui sont indispensables à l'avènement du socialisme.

Le P.C., s'il ne reprend pas non plus l'expression de municipalisation, en admet, lui, une des conséquences essentielles en proposant que les prix des sols soient fixés sur la base de leur valeur en 1958. La référence est, certes, arbitraire (la spéculation a commencé tantôt plus tôt, tantôt plus tard, selon les localités); mais elle traduit un refus des plus-values indues dont on doit se féliciter.

**Pour un service national de l'habitat géré démocratiquement**

Malheureusement, le P.C. n'est pas plus novateur que la F.G.D.S. sur les structures d'avenir de la politique du logement. Il se borne à réclamer le retour des locataires dans tous les conseils d'administration des H.L.M. et la présence d'administrateurs-locataires dans les autres sociétés immobilières bâtissant plus de trente logements. La F.G.D.S., elle, suggère un « contrat de progrès » entre les pouvoirs publics et la profession pour industrialiser le bâtiment.

La formule rappelle fâcheusement le récent accord Debré-sidérurgie par lequel l'Etat a accordé des subventions substantielles aux maîtres de forge pour les amener à faire convenablement leur métier. S'agit-il d'agir de même avec les trusts de la construction et les filiales immobilières des grandes banques? Ou s'agit-il d'autre chose, et alors, quelle contrepartie recevra l'usager dans cette affaire? Ne vaudrait-il pas mieux — ce serait d'ailleurs une conséquence logique de la nationalisation des banques d'affaires — nationaliser ces grandes filiales pour les orienter vers les activités de la construction sociale ou semi-sociale que la gauche veut privilégier. De même, ne faudrait-il pas mieux nationaliser les plus grands trusts du bâtiment (Blanchette, Batignolles, la Nationale de Construction de Rothschild...) pour avoir un secteur public témoin qui permette à la fois de stimuler la concurrence dans une profession où les ententes sont fréquentes, et de mettre à la disposition de la construction sociale un outil puissant, rationnel et moderne (la Renault du bâtiment, en quelque sorte)?

C'est cette formule que le P.S.U. préconise dans son programme. Et la meilleure façon d'assurer la coordination des efforts de conception et d'industrialisation du bâtiment, aussi bien que l'unification des financements ne serait-elle pas d'instituer ce Service national de l'habitat qu'a suggéré le P.S.U., service géré démocratiquement à tous les échelons, avec participation des élus et des professionnels aux côtés — ce qui est essentiel — des usagers, ces mal-logés au service de qui doit être la construction?

**Quels objectifs justes fixer à la politique des loyers?**

Dernier terrain de divergence actuel : la politique des loyers. La F.G.D.S. n'en dit presque rien : trois paragraphes règlent, dans son pro-

gramme l'avenir de millions de loyers; cela n'est visiblement pas assez. Quel est le « pourcentage raisonnable de leur revenu » que les familles doivent consacrer à se loger : 5 %, 10 %, 15 %? La Fédération ne le dit pas. Est-ce un pourcentage uniforme, progressif, dégressif? L'« ajustement progressif des loyers anciens » dont parle la F.G.D.S. est-il un ajustement sur les loyers libres actuels? Ou sur quoi d'autre?

A l'opposé, le parti communiste s'entient, lui, au blocage des loyers des logements anciens jusqu'à ce que soit rattrapée la « parité loyer-salaire de 1949 ». Ce qui peut prendre dix ans ou davantage.

Nous ne pensons pas que cette position soit très réaliste, alors que la situation actuelle pénalise la plupart des jeunes ménages, obligés de se loger à des prix exorbitants dans des appartements loués ou achetés en dehors du secteur ancien (antérieur à 1948). Il n'est pas possible de prendre son parti des inégalités actuelles, qui font payer quatre à cinq fois plus les enfants que les parents pour des conditions de logement souvent pires. Il n'est pas non plus possible de laisser le marché « ajuster progressivement les bas loyers sur les loyers les plus hauts ».

La gauche, pense le P.S.U., doit opposer au *statu quo* et à l'évolution capitaliste aveugle une politique choisie pour être juste, c'est-à-dire une politique faisant payer à chaque famille, pour son loyer, une part dégressive de son revenu (par exemple, 5 à 8 % pour les petits revenus, 10 % pour les revenus moyens, davantage pour les hauts revenus). La revue communiste *Economie et politique* a d'ailleurs admis un loyer de 10 % dans les H.L.M. neuves.

Le moyen pour atteindre ce résultat, c'est à la fois :

— de définir, pour le neuf comme pour l'ancien, un « loyer scientifique » établi pour tenir compte du service rendu par chaque logement et de son coût de construction;

— puis de compenser pour chaque famille, par une allocation-logement renouée, la différence existant entre ce loyer scientifique et la part de son revenu qu'elle doit consacrer à se loger.

Cela suppose évidemment une réforme fondamentale de l'allocation-logement dont les barèmes devraient être complètement révisés et le volume global très sensiblement accru. Cela implique donc un financement nouveau de cette allocation, par voie fiscale, notamment. Tel est l'objectif que la gauche, croyons-nous, devrait se fixer et auquel il serait possible de parvenir progressivement. Non seulement il ne créerait pas d'injustices, mais encore il supprimerait, petit à petit, cette injustice scandaleuse qui fait qu'aujourd'hui bien des familles populaires consacrent 20 à 30 % de leurs ressources à se loger, alors que les classes aisées n'y affectent que 3 à 4 % des leurs.

Résumons-nous : le terrain d'accord entre organisations de gauche est déjà large en matière de logement. Mais il doit encore être étendu pour mériter vraiment le nom de politique commune. Selon nous, un accord est parfaitement possible sur les points actuellement litigieux. A condition, bien sûr, de le vouloir et de le montrer en ouvrant la discussion. Le P.S.U. et le P.C. s'y déclarent prêts. La parole est à la F.G.D.S.

Jean Todure.

(1) « Pour un programme commun de la gauche ». (2) F. 54, boul. Garibaldi, Paris.)

# Un milliard pour le Vietnam

Récolter un milliard d'anciens francs qui seront remis à la Croix-Rouge nord-vietnamienne : voilà enfin un objectif fixé à tous ceux qui déploieraient la mollesse de l'action, en France, pour soutenir la lutte du peuple vietnamien.

Cette initiative est due à un certain nombre de personnes appartenant à des administrations ou des bureaux d'études parisiens qui, dans le courant du mois de juillet, ont décidé de lancer un appel pour récolter un milliard en faveur du Vietnam et se sont constituées pour cela en Association, selon la loi de 1901, sous le nom « Mouvement pour le milliard ».

Le comité de coordination du Mouvement comprend 32 membres, la plupart inorganisés et tient toutes les semaines des réunions auxquelles peuvent assister tous les membres de l'Association.

**2.000 signatures**

Le 29 octobre, à l'hôtel Lutetia, une conférence de presse a lancé officiellement le Mouvement devant l'opinion. A cette occasion, une première liste de 2.000 signataires était présentée à la presse. La liste est si copieuse qu'il est difficile d'en détacher des noms. Relevons cependant qu'en dehors des signataires habituels, le « Milliard » a réussi à obtenir des adhésions moins attendues, regroupées en fonction de leurs activités professionnelles. Parti d'un secteur d'activité bien déterminé, c'est naturellement vers les autres groupes d'entreprises que s'est tourné le Mouvement (journalistes, éditeurs, avocats, médecins, architectes, chercheurs, enseignants, etc.).

L'initiative a également bénéficié du soutien d'un grand nombre d'organisations. Ceci se manifeste d'ailleurs par les signatures qu'a recueillies l'appel : Pierre Juquin et Henri Jourdain, pour le comité central du P.C.F. ; André Souquière, secrétaire national du Mouvement de la Paix, Peyron, du B.N. de l'U.N.E.F. ; Melik, secrétaire national des étudiants S.F.I.O. ; Bergognoux et Marie-Thérèse Eyquem, membres du contre-gouvernement ; André Barjonet, se-

crétaire du Centre d'études économiques de la C.G.T. ; Behar, secrétaire adjoint du S.N.E.S. Sup. et, bien entendu, un grand nombre de responsables du P.S.U., dont nos camarades Depreux, Martinet, Heurgon et Rocard, du secrétariat du parti.

Les orateurs de la conférence de presse ont clairement exprimé que cette initiative exprimait sans équivoque possible « la condamnation de l'agression américaine » et que, « dans la situation actuelle en France, c'était le seul moyen pour être efficace, pour rendre les gens sensibles au problème vietnamien et les engager sur le texte de l'appel, ce qui, par rapport à toute absence d'action de certains, constituait un progrès ». Enfin, il est indiqué que « la position de base du Mouvement n'implique pas d'appréciation globale sur le problème du Vietnam ; si les organisations s'engagent sur notre mot d'ordre, elles peuvent l'accompagner d'analyses propres à leur mouvement ».

Le Mouvement a travaillé dans l'ombre jusqu'ici et s'est surtout proposé de collecter des signatures de personnalités. Ce qui est fait. Maintenant, la collecte va pouvoir se développer au grand jour, notamment par l'intermédiaire des comités de base, dont certains existent déjà. Le « Milliard » sera-t-il réuni au 31 décembre ? 11 millions ont déjà été collectés... Deux mois, c'est court, mais c'est jouable, et le parti valait bien d'être tenté.

En attendant, des feuilles d'adhésion sont disponibles. N'oubliez pas ces deux chiffres : boîte postale 34-13 Paris et C.P.P. 17-313-02 Paris (Mouvement du milliard). Comme disait Guetta : « Pour des dizaines de milliers de personnes en France, le Vietnam va devenir une préoccupation quotidienne. » Ce n'est pas si mal.

Rémy Grillault.

## APPEL

Nous assistons depuis des mois à l'emploi de la force brutale et illégitime par la plus puissante nation industrielle contre tout un peuple qui aspire à la paix.

Le Vietnam subit quotidiennement les bombardements américains décimant les populations civiles et détruisant son potentiel économique.

Le gouvernement des Etats-Unis s'arroge du fait de sa force le droit d'intervenir militairement au Vietnam et de régler les problèmes intérieurs de ce pays. L'escalade de la guerre risque d'entraîner l'extension de ce conflit et fait courir un grave danger à la paix mondiale.

De nombreuses organisations politiques, syndicales et religieuses ont pris position contre l'intervention américaine au Vietnam et appelé à participer à diverses formes de protestation.

L'hostilité des Français à la guerre au Vietnam et leur volonté d'apporter une aide effective à

son peuple ne cherchent que des occasions de se manifester.

L'aide financière est une forme simple, mais déjà importante de cette solidarité : les populations civiles cruellement atteintes par les bombardements américains ont un besoin urgent de secours et de vivres.

Cette aide financière sera en même temps une manifestation éclatante de la réprobation de l'opinion publique. C'est pourquoi les signataires lancent l'appel :

**UN MILLIARD POUR LE VIETNAM**

Ils demandent à chacun de manifester sa solidarité au peuple vietnamien en versant dès que possible 10, 20, 50, 100 F, ou encore :

**UNE JOURNÉE DE SALAIRE POUR LE VIETNAM**

afin que le 31 décembre 1966 nous puissions remettre tous ensemble au moins un milliard à la Croix-Rouge nord-vietnamienne.

BULLETIN-REPOÛSE A ADRESSER A :

**« MOUVEMENT DU MILLIARD »**

21, rue Cacheux - PARIS-13<sup>e</sup> - B. P. 34-13 Paris

Transmis par l'intermédiaire de :

1°) Je verse sur la base d'une journée de salaire (grille proposée) ..... F.

Versement à l'ordre de MOUVEMENT DU MILLIARD

C. C. P. n° 17 313 02 PARIS.

Je joins à cette réponse chèque bancaire ou postal.

2°) Je désire participer à la création d'un comité

- dans ma profession OUI — NON
- dans mon entreprise OUI — NON
- dans ma localité OUI — NON

3°) Je suggère de contacter, de ma part, les personnes ou les organismes suivants :

NOM	ADRESSE	PROFESSION	TELEPHONE

## LA BROCHURE "POUR UN PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE"

Observations du P.S.U. sur le programme de la F.G.D.S.

**EST PARUE**

Prix 2 F. Commandes à T.S., 54, bd Garibaldi Paris-15<sup>e</sup> - C.C.P. 58 26 65

## 60 jours aux Etats-Unis : j'ai parlé du Vietnam avec les Américains

Les lumières de New York apparaissent à travers les hublots et l'on s'imagine déjà sur le sol américain. C'est méconnaître les facultés d'engorgement de l'aéroport international Kennedy. Lorsque notre Boeing se présente au-dessus de l'aire d'atterrissage, il a fallu attendre une heure, puis aller chercher à deux cents kilomètres une réserve de carburant et revenir attendre une nouvelle heure avant d'atterrir. Le temps de passer une douane encore capable, grâce à des listes individuelles et malgré le feu vert des services de l'ambassade parisienne, de vous interdire l'accès au continent nord-américain, et je suis enfin aux Etats-Unis.

Moins d'une demi-heure allait me suffire pour être au contact d'une difficile réalité. Un chauffeur de taxi, chez qui j'allais passer ma première nuit, eut le temps de me montrer, durant le trajet, son hostilité aux gens de couleur et la ségrégation à rebours qu'il pratiquait à l'égard des juifs. Son nom, placé à côté du

sence de rébellion du « contingent » comme l'attitude de nombreuses familles dont un proche, fils ou neveu, part pour l'Extrême-Orient : au Vietnam, les Américains « défendent la liberté ». De cette idée, que les services officiels de la Maison Blanche se sont efforcés de répandre, avec succès ils sont sûrs et fiers. A partir de là, tout est permis en toute logique. Pour que tout se tienne, il est préférable, certes, d'ignorer les définitions élémentaires du colonialisme. Qu'un raisonnement plus fondé vienne mettre en doute cette assurance arrogante et celle-ci disparaît pour faire place à des doutes qu'un psychanalyste dissiperait si l'on en a les moyens. Le cerveau est un instrument onéreux.

Corrélativement, on s'en doute, on justifie aisément l'escalade par l'anticommunisme. La « chasse aux sorcières » a, certes, perdu de son intensité, mais il n'en demeure pas moins qu'un climat de suspicion subsiste, qui rend malaisée l'information et la discussion bien souvent.

par Paul SAUZET

compteur, ne laissait, en effet, aucun doute sur sa religion.

Racisme d'un côté, racisme à rebours de l'autre. C'était le premier flash reçu en direct. En deux mois de séjour, ce ne sera pas le dernier.

### Dialogue de sourds ?

Devant la variété inattendue des accents que l'on rencontre dans la seule New York et que l'on retrouve, éparpillée, dans tout le pays, on en arrive à se poser la question : « Comment est-on Américain ? » Par le passeport, mais, plus profondément que cela, existe-t-il des critères réels de définition ? Par l'ancienneté dans le pays ? Mais alors, bien souvent des Américains installés depuis moins de cinquante ans et qui venaient d'un autre continent cherchent à expulser du pays des Noirs qui s'y trouvent depuis près de quatre siècles. Par la couleur de peau ? Mais alors on en revient à la question précédente. Peut-être par le capital, mais bien des gens, dont on voudrait se débarrasser, ont beaucoup d'argent. Alors on ne sait pas, et le regroupement dominical des Newyorkais dans leur communauté d'origine n'est pas fait pour donner un élément de réponse.

Pourtant, en admettant que l'absorption dans le pays se fasse progressivement, on cherche à aller plus loin. Les questions brûlent les lèvres. Les réponses sont très souvent inattendues.

### Le Vietcong ? Connais pas

Cinq chaînes de télévision, au minimum, sur chaque poste ; au moins autant de chaînes de radio, des dizaines de journaux locaux, c'est l'outil dont chacun dispose pour s'informer. La loi de la concurrence fait que, bien souvent, on s'aperçoit que l'information est dispensée avec une objectivité imparfaite, mais inattendue. Pourtant les journaux à petits formats fondent leur grand succès sur l'importance accordée aux bandes dessinées. Phénomène que nous connaissons, mais malgré tout d'une façon moins importante. A tel point que les cinq cent mille exemplaires quotidiens du *New York Times* sont modestes en regard des millions du *New York Post*.

La prise de contact avec l'Américain moyen surprend malgré tout. Tout ce que l'on s'attend à entendre est nettement au-dessous de la vérité. Un chiffre. Un ami de longue date que je rencontrai par hasard à San Francisco, où il travaille depuis plusieurs mois, me dit, au cours d'une discussion, qu'il pensait que moins de 50 p. 100 des Américains savent ce qu'est le Vietcong. Je crus à la boutade. Mes diverses expériences aux quatre coins du pays devaient confirmer cette analyse, et le chiffre cité n'est pas loin d'être vrai.

Il est difficile de donner une explication simple de cet état de choses. Il relève probablement plus de la sociologie que de l'analyse politique traditionnelle. Si l'homme de la rue américain ne sait rien et n'a que faire de la guerre du Vietnam, si la grande majorité s'en désintéresse, malgré que leur pays soit l'un des belvédères, c'est essentiellement pour trois raisons.

Première raison qui explique l'ab-

La raison géographique enfin, moins proprement politique, certes, ne doit pas être négligée : du Nord au Sud, les différences atteignent une telle intensité que les réactions aux problèmes qui concernent tout le monde deviennent motivées par la situation locale. C'est particulièrement vrai de certains Etats du Sud (Louisiane surtout, Alabama, Mississippi, Texas) où l'éloignement de Washington provoque des réactions passionnelles qui prennent le pas sur la logique et les choix gouvernementaux. Dans le même ordre d'idées, il serait faux d'ignorer l'importance que prennent les dimensions du pays. Les cars qui parcourent le pays en tous sens mettent vingt-quatre heures pour traverser le Texas et un sur quatre seulement a été dans sa vie à San Francisco. A l'extrême newyorkais, il semble peu exagéré de dire qu'en reliant ce fait au degré d'information de l'Américain analysé plus haut, celui-ci, dont le pays n'a jamais été occupé par une puissance étrangère, a tendance à penser que l'univers s'arrête à ses frontières.

A ce niveau, le facteur éloignement joue contre l'intérêt que l'on pourrait avoir vis-à-vis de la question vietnamienne.

### Les croix gammées de la démocratie

Il existe pourtant, on le sait, une opposition à la guerre du Vietnam. Elle a d'ailleurs toute liberté d'action. C'est aussi conforme à la notion de démocratie aux Etats-Unis ; cette démocratie dont on ne connaît pas très bien les limites.

Ce qui m'a permis, le 6 août dernier, à Chicago, jour anniversaire de la destruction d'Hiroshima, de voir, à côté des manifestants pacifistes qui protestaient contre la poursuite de la guerre du Vietnam, défiler un groupe de jeunes nazis, arborant fièrement la croix gammée sur leurs manches. Une police bon enfant, beaucoup plus passive que lorsqu'il s'agit de foncer sur les groupes de jeunes Noirs au chômage, surveillait les deux groupes qui coexistaient pacifiquement sur la grande place du « Federal Building », toujours au nom de la démocratie et de la liberté, ce qui permet à L. Rockwell, leader du parti nazi, de proposer publiquement (ce qu'il confirmait récemment dans une retentissante interview publiée par *Play Boy* et reprise par *Jeune Afrique*) la mise au pas des Noirs américains et, sous une forme à peine plus voilée, l'assassinat du président en exercice, suspect d'alliance avec les communistes ; toujours au nom de la liberté et de la démocratie.

Vingt-cinq mille manifestants, dira-t-on, en parlant de la manifestation du 6 août à New York. Certes, mais le même jour, moins de mille à San Francisco, ville de huit cent mille habitants, moins de mille également à Chicago, ville de quatre millions d'habitants. Premier point.

Le second réside dans le grand nombre des mouvements d'opposition à la guerre. Leur action principale étant en général fondée sur ce point principal, sans qu'ils revendiquent une étape ultérieure, reconnaissance du F.N.L., indépendance totale du Sud-Vietnam, on voit mal, en arri-



La « marche sur Washington » : 2.000 Noirs manifestent pour obtenir l'égalité raciale.

vant aux Etats-Unis, ce qui les différencie et ce qui motive cette multiplicité. En fait, on est vite renseigné. On s'aperçoit vite, en effet, qu'il en va dans ce domaine comme dans la religion.

Il n'y a pas une, mais des dizaines de religions aux Etats-Unis, auxquelles les fidèles tentent de vous rallier par les moyens publicitaires les plus traditionnels : me promenant, un matin de juillet devant la Maison Blanche, j'ai eu droit à de nombreux dépliants concernant une religion qui groupe quelques milliers d'adeptes et qui ne se différencie de la religion baptiste que sur des points de détail : en fait, une interprétation différente de tel ou tel paragraphe de la Bible. Et c'est toujours ainsi. D'où, à côté des grandes religions, réparties dans tout le pays, une multitude de « petites », de caractère local, dont les édifices du culte sont financés par les fidèles d'un district ou d'une ville.

Par besoin de différenciation, il en va de même des mouvements d'opposition à la guerre du Vietnam ; si l'on veut bien excepter les groupes trotskystes et le « Chicago Committee for a Sane nuclear Policy », qui se manifestent par leur insistance à réclamer la négociation avec le Vietcong, les autres groupes sont essentiellement non violents.

Le cas du S.D.S., un des mouvements les plus solidement implantés, ayant plusieurs milliers d'adhérents à New York et des bureaux dans les plus grandes villes du pays, est intéressant. Au départ, mouvement d'étudiants, il compte aujourd'hui de nombreux adultes dans ses rangs, qui participent de façon concrète aux actions que le S.D.S. organise dans les quartiers pauvres des villes. En effet, bien qu'il soit, à nos yeux surtout, d'importance relative, le S.D.S. comprend quatre tendances qui sont, en fin de compte, assez divisées pratiquement et d'inégale importance : la tendance des intellectuels qui se bat pour des revendications d'ordre idéologique, celle représentée par les militants de Cleveland ou Chicago qui travaillent dans les quartiers misérables des grandes villes du Nord, où pourtant la classe ouvrière, selon leurs propres termes, est souvent absente. Le troisième groupe est constitué par des marxistes qui bien souvent, en âge d'aller à l'université, arrêtent provisoirement leurs études pour passer une ou plusieurs années dans les quartiers ouvriers de ces métropoles. La quatrième tendance, la plus conservatrice, se bat pour un ralliement du S.D.S. avec certaines minorités démocrates. Ils cherchent, en tout cas, à former une coalition qui inclurait Bobby Kennedy. Les prises de position ambiguës de ce dernier rendent les militants du S.D.S., qui voudraient le suivre, largement minoritaires au sein du mouvement.

### La panthère noire

Un nouveau slogan est apparu depuis peu aux Etats-Unis derrière lequel se cache, en fait, un nouvel état d'esprit. Les Noirs américains sont assez divisés, mais il semble malgré tout qu'une majorité de plus en plus grande prenne, de jour en jour, conscience. Cela aboutit chez eux à deux sortes de conclusions. L'apparition tout d'abord de ce slogan que la plupart d'eux reprennent à leur compte et qui ne fait que traduire leur aspiration à une « auto-organisation » des gens de couleur : par « Black Power », ils entendent signifier qu'ils sont capables d'organiser

sur tous les plans leur existence. Dans les Etats du Sud, qui comptent encore de nombreux illettrés, la panthère des « Blacks Power » est le signe de ralliement qui s'oppose à l'éléphant républicain. Bien qu'ils acceptent pour les aider des étudiants blancs sur les chantiers de Harlem, les dirigeants du S.N.C.C. sont les principaux défenseurs de la Black Power par laquelle, ils voient, dans l'unité des différents mouvements de gens de couleur qu'ils tentent de réaliser, la possibilité d'émancipation des Noirs par la non-violence, tout en affirmant hautement la spécificité de leur négritude.

### Les musulmans séparatistes

Le souhait des dirigeants du S.N.C.C. est principalement de rallier à eux les responsables des « Blacks Muslims », c'est-à-dire les musulmans noirs des Etats-Unis. Ceux-ci ont un rayonnement qui a fortement augmenté ces dernières années. Les militants des mouvements non violents, particulièrement ceux qui suivent le pasteur Luther King, supportent de moins en moins les provocations blanches et de plus en plus adoptent le programme des « Blacks Muslims ». Pour ces derniers, dont je rencontrai à Harlem un responsable peu avant de quitter New York, « la socialisation avec les Blancs est impossible ». Si le S.N.C.C. et le S.I.L.C. (dirigé par L. King) revendiquent l'intégration non violente, les musulmans proposent chaque semaine dans leur hebdomadaire *Muhammad speaks*, dont ils assurent un tirage de trois cent mille exemplaires, un programme qui, pour être extrêmement vague, laisse néanmoins entrevoir leurs idées fondamentales.

Ils considèrent principalement, qu'en tant que représentants sur le continent nord-américain, ils sont amenés, selon les propres termes d'Elijah Muhammad, leur patriarche aujourd'hui, à fonder la nation d'Islam. Ils ne se considèrent d'ailleurs pas comme Américains, étant donné qu'ils « étaient dans la maison, mais comme enfants d'esclaves, même si c'est depuis plus de quatre cents ans ». Considérant que les Noirs américains n'auront la justice que lorsqu'ils auront leur propre puissance, faisant par là référence aux modalités de l'indépendance des pays d'Afrique francophone et de l'Algérie, les Blacks Muslims se rapprochent du S.I.L.C. sur la question vietnamienne puisqu'ils assurent que mille de leurs militants sont aujourd'hui en prison pour avoir refusé de partir pour l'Extrême-Orient.

### Vient de paraître

● Le numéro 69 de la revue « Faim et Soif et Vérités » vient de paraître. On note au sommaire des articles de Daniel Mayer, R. Monsterleet, J. Helle, de l'abbé Pierre, etc., et des rubriques qui ne sont autres que Djibouti, le Cambodge, etc.

En outre, on relève un dossier consacré au « Drame du Vietnam » : plusieurs textes de Charles Commaux et Claude Glayman tracent un panorama des principaux problèmes de la guerre du Vietnam. Nous conseillons à nos lecteurs l'acquisition de cette revue, au surplus dirigée par notre ami Roger Dauphin.

« Faim et Soif et Vérités », 43 pages, 1,50 F (6 numéros 8 F, 12 numéros 15 F). Pour tous renseignements, s'adresser à la rédaction-administration, 6, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris (10<sup>e</sup>).

## A TRAVERS LES REVUES

## Socialisme et communisme

Alors que règne le gaullisme, il est plus que jamais opportun de s'interroger sur la crise du socialisme qui lui a laissé le champ libre en France. Que de reculs, en effet, depuis que Léon Blum proclamait, en 1945, « le socialisme, maître de l'heure », depuis que la S.F.I.O. et le Parti communiste avaient la majorité au Parlement (de Gaulle s'étant ombrageusement retiré sous sa tente) ?

Deux documents récents nous incitent précisément à réfléchir à cette crise des « partis historiques » qui n'est pas seulement française. Tandis que *Le Monde diplomatique* du mois d'octobre dresse un tableau de l'évolution de la social-démocratie européenne de 1945 à 1966, le dernier numéro de la revue *Esprit* tente de faire le point sur le Parti Communiste Français et lui pose un certain nombre de questions.

## L'effondrement idéologique de la social-démocratie

La première constatation que l'on doit faire, c'est que le divorce entre la doctrine et l'action, les paroles et les actes a conduit les partis traditionnels à une impasse et éloigné d'eux la majorité de la population. Même en Grande-Bretagne, où le Parti travailliste est présentement majoritaire, la ligne wilsonienne est contestée par une fraction importante des syndicats et par la gauche du parti en pleine renaissance. Cependant, cette gauche a aussi ses faiblesses que souligne E.J. Hobsbawm dans *Le Monde diplomatique* : « La gauche souffre du manque de précision de son analyse qui a pour effet inévitable de jeter les technologues, les planificateurs et les administrateurs au contact de la chose publique dans les bras de la droite pragmatique. A son tour, la droite subit le contrecoup de la banqueroute de toutes les idéologies nées du socialisme démocratique modéré et progressiste. Ce n'est point un hasard si le marxisme reste une force idéologique vivante, alors que ce qui est le plus proche de l'idéologie social-démocrate britannique, le fabianisme, n'est plus qu'un terme synonyme de prudence et d'empirisme, et un sujet de thèses académiques. »

En Italie, où les partis socialistes de Nenni et de Saragat, l'un et l'autre au pouvoir, se préparent à fusionner, la ligne centriste qu'ils ont adoptée ne laisse pas d'être combattue dans la gauche, à l'intérieur et à l'extérieur, de la nouvelle formation.

A vrai dire, un problème se pose à l'ensemble du mouvement socialiste : comment transformer une société industrielle où l'expansion économique, sans supprimer les aliénations et les injustices, tend du moins à rendre l'ordre établi tolérable à des couches de plus en plus grandes de la population ? La transformation de la société a-t-elle même toujours un sens ?

On peut se le demander lorsqu'on voit les programmes adoptés par les partis sociaux-démocrates autrichien et allemand qui, en dépit des révisions auxquelles ils ont procédé, demeurent exclus du pouvoir.

Encore tout n'est-il pas à rejeter dans ce révisionnisme : nous devons nous-mêmes admettre que les nationalisations ne constituent pas une panacée, qu'une croyance religieuse n'est pas incompatible avec l'adhésion au socialisme et que « l'industrialisation ne fera pas de la classe des ouvriers salariés une classe majoritaire ».

Du moins, les partis sociaux-démocrates autrichien et allemand ont-ils tendance à mettre en accord leurs paroles et leurs actes, ce que n'ont guère songé à faire jusqu'ici la S.F.I.O. et le Parti socialiste belge. Maurice Lambilliotte souligne le conservatisme de l'appareil du P.S.B. appuyé sur les fonctionnaires du parti, conservatisme qui « va d'ailleurs souvent de pair avec un verbalisme qui emprunte ses thèmes à un socialisme périmé, et qu'André Renard qualifiait de « fuite en avant ». Le même phénomène n'existe-t-il pas chez les mollétistes, chez lesquels le dogmatisme couvre trop souvent l'opportunisme pratique ?

*Le Monde diplomatique* estime, avec raison, que « l'effondrement idéologique a altéré l'action des partis de

la II<sup>e</sup> Internationale ». Encore faudrait-il faire un bilan des réformes importantes auxquelles ils ont contribué, une étude critique des courants novateurs qui se manifestent en leur sein et de leurs propositions actuelles (ce que le P.S.U. a fait pour le programme de la F.G.D.S.).

C'est aussi ce que fait assez bien la revue *Esprit* à propos du Parti communiste (1), en partant de préoccupations proches des nôtres : « Certes, la gauche démocratique et socialiste n'a pas le beau rôle ; elle manque de franchise, certains de ses dirigeants se proposent de rouler carrément le partenaire communiste. La nouvelle formation est tiraillée par ses incertitudes intimes. Mais, de son côté, le P.C.F. s'est-il mis en mesure de conclure une alliance sérieuse, ne refuse-t-il pas de discuter hors d'un cadre politique et mental qu'il a lui-même déterminé et que son projet de programme décrit assez bien ? »

## Les contradictions du Parti communiste

Il est vrai que les sociaux-démocrates ne sont pas les seuls à tenir deux langages : un pour l'intérieur du parti, pour les initiés, un autre pour l'extérieur, pour la clientèle électorale. La contradiction est peut-être encore plus grande chez les communistes entre le langage esotérique en usage au Comité central et le langage « populaire-électorale-protestataire » qui n'est certes pas hermétique !...

Cette contradiction éclaire l'ambiguïté des positions actuelles du P.C.F. qui n'est sans doute plus un parti révolutionnaire — au sens classique du terme — sans être devenu pour autant un parti de gouvernement. Cette ambiguïté se retrouve dans les différents domaines de l'activité du parti que passent en revue les collaborateurs d'*Esprit*, lesquels ont d'ailleurs le mérite de cerner les évolutions en cours.

Sur le plan syndical, par exemple, il y a contradiction entre la volonté unitaire affirmée par la C.G.T. et la conception léniniste des rapports partis-syndicats, la déclaration de Benoit Frachon selon laquelle il a autant de comptes à rendre à son parti qu'à ses mandants. Encore faudrait-il ajouter que l'accord C.G.T.-C.F.T.D., en dépit de ses aspects tactiques, témoigne d'un réalisme certain sur les conditions actuelles du combat syndical. Quant au droit de grève dans la société socialiste — tel qu'il a été admis à la *Semaine de la Pensée marxiste* — il impliquerait logiquement la reconnaissance de l'autonomie syndicale.

En ce qui concerne l'agriculture, il y a contradiction entre les positions du M.O.D.E.F., la défense systématique de la petite exploitation familiale et les articles de Louis Perceval dans *Economie et Politique* qui préconisent « une agriculture de groupe de dimension variable, mais réduite, spécialisée et intégrée ». On sait qu'à ce sujet, le P.C.F. n'a pas réussi à lever les préventions dont il est l'objet dans la fraction la plus évoluée du monde paysan.

Par ailleurs, Paul Thibault montre bien quelles sont la valeur et les limites du travail municipal des communistes dans la « banlieue rouge ». La création du District de Paris tend à réduire leur influence, sans qu'ils aient jugé bon jusqu'ici de lui opposer un contre-projet.

Alain Duhamel souligne, d'autre part, l'évolution du P.C.F. dans le sens d'une plus grande liberté de recherche, de contestation laissée aux intellectuels. Il note que les deux principaux théoriciens du parti, Louis Althusser et Roger Garaudy, admettent — après Henri Lefebvre — et chacun à leur façon, « la sclérose intellectuelle du marxisme » depuis un quart de siècle.

Cependant, Alfred Grosser se demande si cet esprit de libre examen peut être étendu à l'U.R.S.S. (en dépit de l'article d'Aragon sur le procès Siniavski-Daniel) et il cite un article de Léon Blum qui date de 1945 et qui paraît encore plus vrai aujourd'hui : « A l'heure présente, le Parti Communiste Français ne se trouve plus, ni directement ni indirectement, dans un état de dépendance organisée ou hiérarchique vis-à-vis de l'Etat russe... Le rapport de dépendance

hiérarchique est rompu, le rapport de dépendance matérielle, si tant est qu'il existait, est rompu, mais il subsiste une dépendance d'ordre psychologique, d'ordre affectif qui tient à la fois de l'habitude et de la passion. Leur mobile n'est pas l'obéissance, n'est pas l'intérêt, mais la persévérance dans leur être et quelque chose qui ressemble à de l'amour. »

C'est que le passé continue à peser sur l'attitude des communistes et sur celle des autres, ainsi que le montre bien le dialogue idéologique amorcé avec la S.F.I.O. « En effet, s'il ne peut y avoir dialogue avec les communistes sur ce passé, si le Parti communiste et ses historiens continuent à considérer certaines vérités comme sacrilèges, c'est que le temps n'est pas venu pour une coopération autre que conjoncturelle et provisoire... »

*Esprit* se préoccupe naturellement du dialogue avec les catholiques et de l'avertissement qui a été donné, à ce sujet, à Garaudy. Au-delà de cet avertissement, il faut se demander si la thèse du P.C.F. sur la possibilité de construire le socialisme « avec plusieurs partis qui ne soient pas des satellites artificiels de l'un d'entre eux » (Garaudy dit), implique bien l'abandon de la « dictature du prolétariat », la reconnaissance des droits de l'opposition, fût-elle bourgeoise.

## Mériter le pouvoir

Toutefois, le meilleur article contenu dans le numéro d'*Esprit* est celui de Robert Fossaert sur le programme économique. Fossaert, qui fut un brillant rapporteur au colloque de Grenoble, reconnaît tout d'abord les innovations que comporte ce programme : l'abandon à peu près total de la « pauperisation absolue », la réhabilitation de la productivité, l'accent mis sur l'expansion, le développement industriel, l'expansion, enfin la planification démocratique préconisée au même titre que les nationalisations.

Mais il y a aussi, dans ce programme, des silences, des lacunes de taille : rien sur l'aide au tiers monde, rien sur l'Europe, rien sur les reconversions nécessaires qui sont la conséquence de l'expansion prônée par ailleurs. Et surtout, comme on l'a montré également ici, « le programme économique du P.C. n'est pas crédible », faute d'un étalement dans le temps des mesures préconisées, faute d'un calendrier. A moins qu'on ne veuille déclencher l'inflation et ramener la droite au pouvoir !...

Et pourtant ce n'est pas ce que veut le Parti communiste. Robert Fossaert a raison de mettre en doute l'affirmation de Servan-Schreiber selon laquelle les communistes « n'ont pas encore l'intention de participer sérieusement à une majorité de gouvernement ». Mais il a raison d'ajouter : « Je crains qu'il ne soit plus exact de dire que, par l'effet de leur histoire, ou de leurs contradictions internes, ou de l'insuffisante force compétitive de l'autre gauche à leur égard, ils n'ont pas encore aperçu clairement ce que cela signifiait, en 1966 ou plus tard, que prendre le pouvoir. Il leur reste à découvrir quelques aspects essentiels du monde économique réel où ils vivent — et nous avec eux ; à découvrir, par exemple, la portée des échanges internationaux actuels, le rôle de la monnaie ou la force du courant européen. »

Car le véritable problème pour la gauche, y compris les communistes, est de mériter le pouvoir. « Le pouvoir est à droite, c'est dans l'ordre

des choses. Cet ordre des choses engendre — et engendrera pour de longues années encore — plus de satisfactions et d'anesthésiants que de rancunes, pour la grande masse des Français. La gauche ne peut mériter le pouvoir que si elle rend sensible à la majorité la supériorité économique, politique et morale de ses projets et, si possible, de ses hommes, et si elle rend manifeste, toujours pour la majorité, le fait que ces projets supérieurs ne peuvent être mis en œuvre par les « modernistes » du parti de l'ordre. »

Sinon, faute de se rénover, les vieilles gauches seront submergées par l'américanisation en cours. Cette dernière a pourtant beaucoup moins nuï au Parti Communiste Français que le prévoyait une certaine gauche « moderniste » (non P.S.U.). C'est ce que reconnaît G. Lavau qui souligne, en conclusion de l'enquête d'*Esprit*, « la santé des communistes », parle d'une renaissance, d'un rajeunissement du parti.

« Même sur le plan des tactiques électorales, écrit Lavau, celui-ci ne semble pas prêt à retomber dans l'erreur (qu'il n'a pas su toujours éviter en 1962 et aux municipales de 1965) de favoriser des personnalités du centre-droite sous prétexte de faire échec aux candidats du « pouvoir personnel ». Ce redressement est-il lié au refus d'un « poujadisme électoral systématique » qui acculerait les communistes « à n'avoir plus pour alliés que quelques éléments très sclérosés et très opportunistes du reste de la gauche » et qui « ferait le jeu du gaullisme ou d'un centre novateur » ? Il est encore trop tôt pour répondre, « le poujadisme de gauche » (comme dirait Serge Mallet) demeurant une première tentative du P.C.

La deuxième tentation pourrait être « un durcissement révolutionnaire » dans un sens « chinois », ce que le contexte occidental et la fidélité à l'U.R.S.S. rendent improbable.

Reste une troisième voie que Lavau qualifie lui-même, non sans ironie, de « social-démocrate ». Non sans ironie, car il se trouve que le même Georges Lavau explique dans *Le Monde diplomatique* l'échec de cette social-démocratie telle qu'elle est incarnée en France par la S.F.I.O. : « Même lorsqu'il participe à un gouvernement de coalition, disait la motion majoritaire au congrès ordinaire de 1949, le parti ne confond sa doctrine et son idéal, avec la politique gouvernementale. » Oui, les congrès reviennent périodiquement rappeler que le parti a une encaisse : la doctrine et l'idéal, mais on ne la met pas en circulation pour l'action parlementaire et gouvernementale. A ce compte, l'encaisse ne fructifie pas ; et peut-être le métal n'a-t-il plus cours ? Certes, il n'est pas facile de réimaginer un socialisme pour le type de sociétés industrielles occidentales de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. D'autres partis socialistes, chez nos voisins, s'y sont aventurés, avec plus ou moins de bonheur. Ceux qui, en France, l'ont essayé, n'ont pu le faire que dans les marges ou en dehors du parti socialiste. Mais le parti collectionne les présidences de Conseils généraux. »

On retrouve là le divorce fondamental, antimarxiste entre la pensée et l'action. Les partis traditionnels ne pourront le surmonter que par un grand effort de rénovation, condition de l'unité de la gauche et de sa victoire.

Maurice Combes.

(1) « *Esprit* », d'octobre 1966 : Questions au Parti communiste. - 6 F.

## DISQUES

Nous signalons aujourd'hui quelques-uns des meilleurs disques récents des jeunes maisons d'édition françaises.

● FAURE. — Mélodies par Bernard Kruyssen (Valois, MB, 765).

Depuis que les spécialistes allemands du lied nous ont prouvé qu'on pouvait être viril sans brutalité, on s'inquiète de savoir si les délicates articulations des mélodies françaises resteront perceptibles à des auditeurs dont la sensibilité s'est peut-être émoussée, mais qui ont vite fait de qualifier de fade ce qu'autrefois on tenait pour exquis. Duparc et Fauré peuvent vite sembler mièvres ; et à part Souzay, combien de chanteurs n'ont-ils pas confondu maniérisme et subtilité.

B. Kruyssen est immédiatement dans le ton, bon chanteur, sobre et vrai musicien, possédant le sens des contrastes. Fauré revit par lui, clair et mystérieux, fort et pudique.

● BACH. — Deux préludes et fugues, sept chorals (Harmonia-Mundi, HMO 30565).

Ce dix-huitième disque de l'intégrale d'orgue confirme le talent d'un interprète qu'on peut situer tout près de Marie-Claire Allain et de Walcha. Nous regretterons cependant que Lionel Rogg n'ait pas cru bon, comme notre compatriote, de varier ses instruments en fonction du caractère des œuvres. Les préludes, les chorals ou les sonates demandent à l'orgue une diversité de qualités que le Grossmünster de Zürich, ne possède pas entièrement. C'est ma seule réserve devant une édition remarquable et soigneusement gravée.

B. Sizaire.

# Dlimi à la Santé : Hassan II paie cher le renvoi du procès Ben Barka

**H**ASSAN II a obtenu la suspension du procès Ben Barka. Il a ainsi empêché de justesse la condamnation d'Oufkir par contumace aux travaux forcés à perpétuité, qui eût incontestablement été prononcée jeudi dernier si le coup de théâtre ne s'était pas produit.

Ce résultat provisoire, le roi du Maroc le paie cher en envoyant Ahmed Dlimi à la Santé. Au point où en étaient les choses le 18 octobre, c'était pour lui la seule solution lui permettant d'éviter la rupture des relations diplomatiques avec la France, à laquelle il aurait dû procéder à l'annonce de la condamnation de son ministre.

Or, la rupture avec Paris signifiait l'asphyxie immédiate de l'économie marocaine, encore branchée sur la France.

Pour y échapper, Hassan II était prêt à tout, sauf à révoquer Oufkir, au moins pendant le procès, ce qui lui eût fait perdre la face, tant vis-à-vis de la France que du peuple marocain. Il avait tenté d'abord d'obtenir le renvoi du jugement des contumaces en sollicitant les bons offices d'Hussein de Jordanie et de Léopold Sedar Senghor. De Gaulle opposa à l'un et à l'autre une fin de non-recevoir.

Dès lors, il ne restait plus, comme seule ressource au souverain marocain, que l'intervention directe dans la procédure judiciaire.

Cette éventualité avait sans doute été envisagée à l'occasion du voyage effectué au Maroc par Tixier-Vignancour à la veille du procès. C'est, en effet, seulement à son retour de Rabat que l'avocat de l'O.A.S., qui depuis des mois annonçait son entrée dans l'affaire Ben Barka, fut soudain choisi comme troisième défenseur par Lopez.

Tout au long du procès, Tixier-Vignancour annonça sans cesse des révélations sensationnelles, qui se faisaient beaucoup attendre. Il déclara notamment à une agence de presse marocaine que Ben Barka était mort avant l'arrivée d'Oufkir et de Dlimi à Fontenay-le-Comte, thèse d'ailleurs susceptible de nuire à son client, car, dans cette hypothèse, la principale responsabilité de la mort de Ben Barka peserait sur Lopez.

Mais ces rodomontades de Tixier-Vignancour ne furent pas prises au sérieux, car aucun fait ne venait les étayer.

Certes, dans les derniers jours du procès, cette nouvelle version, qui n'avait jamais été avancée par aucun des accusés, fut soudain confirmée par une lettre du truant en fuite Le Ny, postée de Madrid et par les étranges et tardives « révélations » de l'introuvable Nacerdine Challal. « La manœuvre était cousue de fil blanc », déclara le président Perez qui, à ce moment, recueillit l'adhésion sans réserve de la partie civile.

Il en fallait vraiment davantage pour obtenir de la Cour d'assises un supplément d'information. Aussi Hassan II se résolut-il *in extremis* à sacrifier le troisième personnage du Royaume, le bras droit d'Oufkir, Ahmed Dlimi, directeur de la Sûreté, principal artisan de la répression la plus brutale contre les démocrates marocains.

Il y a à ce geste un précédent historique évoqué à l'audience par M<sup>r</sup> Butin : le soudain départ pour l'Angleterre, en février 1941, du chef nazi Rudolph Hess, qui tenta alors vainement d'obtenir de Winston Churchill l'arrêt des hostilités. Cela ne lui a guère réussi : il est aujourd'hui le dernier des dirigeants nazis

qui demeure détenu à la prison de Spandau.

Dlimi se constituant prisonnier, le renvoi du procès pouvait-il être évité ? Difficilement, car il est d'usage qu'un accusé soit entendu à l'instruction en présence de son avocat et confronté par le juge d'instruction avec les autres inculpés, avant d'être jugé publiquement par la Cour d'assises.

Déroger à cette pratique et faire entendre Dlimi par la Cour d'assises dès son arrestation lui eût permis d'invoquer la violation, à son encontre, des garanties de la défense. La Cour et les jurés n'auraient certainement pas admis non plus de statuer sur le sort des autres accusés sans avoir entendu l'un des inspirateurs et, sans nul doute, des principaux artisans du crime. Le déroulement normal de la justice imposait donc le renvoi.

### ET MAINTENANT ?

Que va-t-il se passer désormais ? Il est à peu près certain que la Cour de cassation va rejeter les pourvois d'Oufkir et de Dlimi, qui sont dépourvus de tout fondement juridique.

La convention judiciaire franco-marocaine n'interdit aucunement à la justice française de juger des hommes accusés d'avoir commis des crimes sur le territoire français. Chaque jour, des dizaines de Marocains, au même titre que d'autres étrangers, sont jugés en France pour y avoir commis des infractions.

Il est seulement prévu que, si des Marocains, poursuivis en France, ont trouvé refuge dans leur pays d'origine, le Maroc ne les extrade pas, aucun pays au monde n'extradant ses propres nationaux.

En ce cas, la France a le choix entre les juger par défaut en France ou demander au Maroc de les juger, mais elle n'est pas tenue d'appliquer cette dernière solution qui, dans l'affaire Ben Barka, eût été dérisoire, car jamais la justice d'Hassan II n'aurait condamné le ministre de l'Intérieur et le directeur de la Sûreté marocains.

Une fois son pourvoi rejeté par la Cour de cassation, Dlimi, un des rares hommes qui savent toute la vérité sur le sort de Ben Barka, parlera-t-il ?

Ici, nous nous trouvons en présence de trois hypothèses :

1<sup>o</sup> — Dlimi refuse de répondre à tout interrogatoire, continuant, malgré l'arrêt de la Cour de cassation, à contester la compétence de la justice française, afin de n'avoir pas à s'expliquer sur son rôle dans l'enlèvement et l'assassinat de Ben Barka. Dans ce cas, le procès pourrait reprendre très rapidement, n'était le désir du gouvernement français de ne pas voir l'affaire Ben Barka au premier plan de l'actualité pendant la campagne électorale.

2<sup>o</sup> — Dlimi s'explique et plaide non coupable, reprenant la thèse ébauchée par Tixier-Vignancour, mais alors il se trouve en pleine contradiction avec Lopez, client de Tixier-Vignancour, dont les déclarations constituent l'un des éléments de l'accusation pesant sur lui. Il est vrai que Lopez n'est pas à une variation près, mais, en changeant une fois de plus de thèse, Lopez aggravera son propre cas, et il semble qu'il en ait conscience.

3<sup>o</sup> — Dlimi dit la vérité et reconnaît sa propre participation au crime et celle d'Oufkir. Cette dernière éventualité a fort peu de chance de se produire.

Une autre question se pose : Dlimi, pour se venger du gouvernement français qui le maintiendra en pri-

son, donnera-t-il le nom de ses complices français encore inconnus, comme par exemple celui du correspondant du commissaire Chtouki au ministère de l'Intérieur français.

De toute manière, on a été trop loin dans l'examen public de l'affaire Ben Barka pour pouvoir l'étouffer. Il reste d'ailleurs quatre accusés en prison et trois en liberté provisoire, sur le sort desquels il est indispensable de statuer. Tôt ou tard, le procès reprendra donc devant de nouveaux jurés et il faudra entendre à nouveau les accusés et tous les témoins.

Il est probable que Dlimi sera alors condamné à une lourde peine, mais son geste aura retardé l'issue du procès et peut-être permis à Hassan II de se débarrasser d'Oufkir avant le verdict final.

La condamnation de ce dernier par contumace, à un moment où il ne sera plus ministre, n'aura plus de répercussion sur les relations franco-marocaines. On comprend que Dlimi ait reçu de l'avancement le jour de son départ pour Paris et que le roi du Maroc ait mis en congé son ministre de l'Information pour lui permettre de venir à Paris assurer la défense de celui qui, de tous les présents, sera l'accusé N<sup>o</sup> 1 lorsque reprendront les débats de la Cour d'assises.

### PREMIER BILAN DU PROCES

Profitons de cet entracte pour dresser le bilan de cette première partie du procès. Il n'est pas très brillant, mais pas non plus entièrement négatif.

Les débats ont été assez confus : dix-sept procès au moins s'entremêlaient : celui des six accusés présents ; celui des sept accusés en fuite, celui de Figon, avec toutes les questions posées par sa mort survenue dans d'étranges conditions ; celui de la police marocaine ; celui de la police française ; celui du S.D.E.C.E. — et l'on passa sans cesse de l'un à l'autre, à cette réserve près que le président se refusait constamment à voir aborder tout ce qui touchait à la politique marocaine.

Dans cette affaire, où le leader de l'opposition marocaine avait été enlevé à l'instigation du ministre de l'Intérieur marocain pour des motifs touchant directement à la politique marocaine, toutes les questions de la partie civile furent écartées par la phrase rituelle : « La question se sera posée. » Après ce premier filtrage, trop de questions effectivement posées demeurèrent sans réponse, les témoins se retranchant derrière trop de secrets : secret de la police, secret de la Défense nationale, secret diplomatique, secret d'Etat pur et simple.

Malgré ces nombreux verrous, pas mal de choses ont pu être dites, qui ont permis de déterminer un certain nombre de responsabilités marocaines et françaises.

Il est hors de doute que le crime a été voulu, conçu, organisé et en partie exécuté par Oufkir, Dlimi et quelques autres policiers marocains, dont Chtouki et Achachi. Dès le mois de mai 1965, Oufkir avait décidé de « récupérer Ben Barka par des moyens non orthodoxes », selon l'expression qui figure dans une note du S.D.E.C.E.

Lopez, en recrutant Souchon et Voitot et en faisant conduire Ben Barka chez Bouchesèche, élément marquant de la pègre, a agi selon les directives de Chtouki, envoyé de Dlimi.

Aux dires de Figon, dès son arrivée à Paris le 30 octobre, Dlimi a manifesté le désir de liquider Ben Barka immédiatement et de l'enterrer dans un bois.

Ben Barka, aux mains d'Oufkir et de Dlimi, en territoire français, ne pouvait d'ailleurs qu'être abattu par eux, car, vivant, il aurait parlé et les aurait dénoncés. N'oublions pas non plus que, prévenu par Lopez de la réussite de l'enlèvement de Ben Barka, Oufkir, avant de prendre l'avion pour venir s'emparer de Ben Barka, s'est rendu chez Hassan II.

### LES RESPONSABILITES FRANÇAISES

Si, pour ce qui est du rôle des Marocains, tout est clair, du côté français, toute la lumière n'est pas faite. On ignore toujours qui a donné à Souchon le coup de téléphone destiné à le convaincre d'obéir à Lopez. Souchon l'a attribué à M. Aubert, tout en donnant de la voix de son interlocuteur une description contraire à celle du directeur du cabinet de M. Frey. Le nom du correspondant de Chtouki au ministère de l'Intérieur demeure inconnu, de même que celui du premier informateur du commissaire Caille. Les circonstances de la non-arrestation, puis de la mort violente de Figon demeurent obscures.

Le rôle de Lemarchand n'a pas été clairement déterminé : la thèse de Lopez et de ses défenseurs, selon laquelle il aurait organisé l'enlèvement de Ben Barka, paraît absurde, par contre, il semble probable que son ami Figon l'ait tenu au courant de ses projets avant le crime, il est même certain que le député U.N.R. a protégé Figon et empêché son arrestation en novembre et décembre, puis que Figon, se sentant traqué en janvier, s'en est pris violemment à son ancien protecteur l'accusant de l'avoir trompé.

Les charges qui pèsent sur Leroy-Finville sont lourdes, mais elles n'exonèrent pas de toute responsabilité les services du S.D.E.C.E. qui n'ont nullement utilisé les rapports, certes bien incomplets, qu'il leur avait envoyés sur les projets criminels d'Oufkir et de Dlimi à l'encontre de Ben Barka. Les témoins appartenant au S.D.E.C.E. ont d'ailleurs, à une seule exception près, frappé tous les auditeurs par leur incompétence manifeste : les personnages de James Bond ont vraiment plus de classe que ces petits bureaucrates.

Les aveux de Souchon et Voitot ont été cachés au juge d'instruction du 3 novembre au 12 novembre.

Enfin, et ceci n'est pas subalterne, il a été déclaré à l'audience par notre ami Pierre Stibbe que le 3 novembre au soir, M. Roger Frey connaissait parfaitement toutes les charges pesant sur Oufkir, Dlimi et Achachi, qu'il a pris la responsabilité de les laisser quitter librement le territoire français le 4 novembre sans les inquiéter le moins du monde et que, délibérément, la police n'a informé les autorités judiciaires du rôle des dirigeants marocains que le 5 novembre lorsqu'il était trop tard pour prendre la moindre mesure à leur encontre.

De toutes ces carences, de toutes ces complaisances, un ministre, en régime démocratique, aurait été tenu pour politiquement responsable. En régime gaulliste, il a été confirmé dans ses fonctions par le chef de l'Etat au lendemain de l'élection présidentielle.

Alain Poliard.